



Luxembourg, le 3 novembre 2017

Intégration : le parent pauvre du Budget de l'État 2018 !

Le Budget de l'État est, par excellence, le document dans lequel un Gouvernement entérine ses priorités pour l'année suivante. Or, dans le budget que le ministre des Finances a annoncé comme étant « de la qualité de vie, de la compétitivité et de la continuité », il apparaît clairement que l'intégration n'en est pas une. Elle n'est nullement évoquée dans la liste des priorités du Budget, non plus lors que le Gouvernement énonce les accents politiques du projet de loi.

Même si dans certains domaines qui touchent indirectement l'intégration, comme l'Education, il y a une augmentation substantielle des dépenses et des investissements, les politiques directes d'intégration sont négligées.

Prenons, à titre d'exemple, le budget de l'Office Luxembourgeois de l'Accueil et de l'Intégration (OLAI). Si, en général, il y a une augmentation d'un peu plus de 3 millions et demi d'euros, par rapport à l'année en cours, cette différence est totalement absorbée par les salaires des fonctionnaires et employés de l'organisme.

S'il est louable que le Gouvernement ait augmenté les effectifs de l'OLAI – besoin qui se faisait ressentir depuis des années – l'ASTI estime indispensable de voir traduites dans le Budget de l'État une priorisation des mécanismes d'intégration comme le Contrat d'accueil et d'Intégration (CAI), le Plan National d'intégration et le Parcours d'Intégration accompagnée. Pour ces trois dispositifs, le budget prévoit une enveloppe de 505 000 €, alors que, par exemple, pour le service de gardiennage des foyers d'accueil pour demandeurs de protection internationale, l'OLAI entend déboursier 6 300 000 € ! Un autre exemple parlant ce sont les 15 000€ prévus pour le fonctionnement du Conseil National pour Etrangers, un organe qui devrait être renforcé et non pas d'avantage affaibli !

Pour l'ASTI, il est clair que chaque centime investi aujourd'hui dans l'intégration des étrangers dans notre pays – personnes dont le Luxembourg a besoin – contribue à fortifier notre cohésion sociale et aussi, à plus long terme, notre compétitivité. Elle est d'autant plus importante dans un pays qui compte non seulement plus de 48% de résidents non-luxembourgeois mais en plus une main-d'œuvre frontalière représentant 44% des salariés.

Dans un pays aussi riche que le nôtre, il est plus que regrettable de constater que l'intégration continue à être le parent pauvre d'un instrument si important comme le Budget de l'État.

Le conseil d'administration de l'ASTI asbl.

ASTI

association sans but lucratif - RCS Luxembourg F5199

10-12, rue Auguste Laval - L-1922 Luxembourg

tél. +352 43 83 33 -1 - fax. +352 42 08 71

www.asti.lu - ensemble@asti.lu

CCPLULL ASTI - LU44 1111 0652 9615 0000